

« Hong-Kong, c'est la Chine »

Depuis mars 2019, la contestation gronde à Hong-Kong. En cause ? Une volonté d'indépendance vis-à-vis du gouvernement chinois. Clara Tang, quarante-et-un ans, Hongkongaise de naissance, alerte cependant face à la violence des manifestations.



Manifestation pacifiste dans le quartier de Causeway Bay, à Hong Kong, le 6 octobre 2019. Photographe : Nicolas Asfour/AFP via Getty Images.

La contestation à Hong Kong a été causée par la loi d'extradition que le gouvernement hongkongais souhaitait mettre en place. Maintenant que celle-ci a été officiellement retirée, pourquoi les manifestants sont-ils toujours dans la rue ?

Je pense que cette loi n'était qu'une excuse pour que la contestation éclate. Son retrait était, bien-sûr, une des revendications du mouvement, mais pas nécessairement sa cause. De façon plus générale, les habitants sont insatisfaits de la situation économique du pays, et beaucoup détestent les gouvernements chinois et hongkongais. La vie n'est pas facile à Hong Kong : nombreux sont ceux qui travaillent dix à douze heures par jour, et trouver un habitat décent est presque impossible. Tout est trop cher et la population est obligée de s'endetter. Tout cela alimentait la grogne depuis longtemps, la loi d'extradition fut le déclencheur.

Dans les médias français, les manifestants hongkongais sont décrits comme des pacifistes pro-démocratie. Êtes-vous d'accord avec cette image ?

Pas du tout. Avant les contestations, j'avais l'impression de vivre en démocratie et que mes libertés étaient respectées. Mais depuis les manifestations la liberté d'expression n'existe plus. Les personnes qui supportent la police craignent d'afficher leur soutien de peur de se

faire violenter. Personne n'ose filmer sous peine de se faire prendre son téléphone. À cause d'eux, on ne peut plus sortir ni faire ses courses. Les Hongkongais vivent dans l'angoisse et le chaos. Certains sont pacifiques, mais il y a beaucoup de groupes violents qui sèment la terreur, ce que les médias étrangers refusent de montrer. Les faits sont largement détournés : en réalité, même si les manifestants pensent défendre une bonne cause, ce sont eux qui menacent la démocratie.

Selon vous, qui sont les manifestants ? En connaissez-vous ?

J'ai des amis et des collègues qui soutiennent les manifestations, mais je connais peu de gens qui y participent. Ma famille et moi sommes du côté de la police, pourtant nous représentons une minorité. Les protestataires sont surtout des étudiants et des personnes très politisées, pouvant facilement influencer les jeunes générations. La contestation est très forte dans les universités, pourtant combien d'étudiants ont réellement compris la loi d'extradition ? 99% d'entre eux ne l'ont pas lue et n'essaient même pas d'en saisir les tenants et les aboutissants.

Vous parlez de l'influence de certains manifestants sur la jeunesse. Pourtant, il semble que les contestations n'aient pas de réel leader ni de ligne politique, un peu comme le mouvement des Gilets Jaunes à ses débuts.

Personne n'oserait dire "je suis le leader du mouvement". Pourtant, les manifestants sont très largement manipulés, notamment par les médias internationaux. Des rumeurs pointent du doigt les Etats-Unis. C'est une sorte de jeu politique. De plus, chez les jeunes, une forte pression sociale pousse à s'investir dans la contestation. C'est la première différence avec le mouvement des Gilets Jaunes. La seconde, c'est la violence : les Hongkongais sont bien plus violents. Ils détestent la police et tous ceux qui ne les soutiennent pas. L'État a également bien mieux réagi en France. Le gouvernement hongkongais, lui, ne fait rien. Quant à notre police, elle n'est pas assez entraînée.

Les manifestations sont-elles le signe d'une relation impossible entre Hong Kong et la Chine ?

Je pense qu'il faut se rendre à l'évidence : Hong Kong, c'est la Chine. Au départ, je n'aimais pas les Chinois. Je les trouvais sales et bornés. Mais j'ai, depuis, eu la chance de me rendre en République populaire et je me suis rendue compte que le pays avait changé. Il s'est ouvert au monde et a innové. Aujourd'hui, c'est un territoire bien plus avancé et créatif que Hong Kong. Mais les Hongkongais sont trop fiers pour admettre. Les gens pensent que la Chine a besoin de Hong Kong, mais ce n'est plus le cas. Néanmoins, Hong Kong reste "l'enfant de la Chine", c'est pourquoi elle ne peut pas s'en séparer. Les manifestants doivent se rendre à l'évidence : il y a bien deux systèmes, mais c'est un seul pays. D'ailleurs, il n'y aura bientôt plus qu'un seul système [selon la loi de rétrocession votée en 1997, ndlr]. Les Hongkongais sont des Chinois.

Vous pensez donc que la peur des Hongkongais à l'égard du gouvernement chinois est infondée ?

Le système politique chinois fait peur aux Hongkongais et c'est normal. Lorsque l'on est arrêté en Chine, on perd tous ses droits et tout contact avec le monde extérieur. Vous disparaissiez, même pour votre famille. Pourtant, je n'ai jamais souffert du système communiste, tout simplement parce que je n'ai jamais enfreint la loi. Tant que vous ne faites rien d'illégal, ou que vous ne contestez pas le régime, la vie en Chine est tout à fait normale.

Quel futur voyez-vous pour Hong Kong aujourd'hui ?

Je pense qu'il n'y a plus aucun futur. D'abord, la Chine n'a plus besoin de Hong Kong comme plateforme financière. C'est un territoire qui ne génère plus d'argent. Les Hongkongais sont trop arrogants pour affronter la réalité et tenter d'innover. Ils pensent que ce sont les meilleurs alors qu'ils ne font rien pour arranger les choses. De toute façon, ce qu'il restait de l'économie hongkongaise, les manifestants l'ont détruit. Les commerces ferment à cause du chaos, le tourisme est en baisse... Les manifestants sont des jeunes, ils ne se rendent pas compte que leurs actes ont des conséquences très larges. Je pense que cette génération est perdue, elle n'a aucun futur : personne ne voudra engager ces agitateurs. A cause de ces événements, les personnes nées à Hong Kong n'ont plus aucune chance. Pour moi, la seule solution serait une intervention policière : le gouvernement doit donner des ordres pour que tout cela s'arrête. Et peut-être user de la violence à son tour.

Lou Fritel et Lily Savey